



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas  
relative à la révision du plan de zonage d'assainissement  
des eaux usées et à l'élaboration du plan de zonage  
d'assainissement des eaux pluviales  
de la commune de Loire-sur-Rhône (69)**

Décision n° 2017-ARA-DUPP-340

**DÉCISION du 20 avril 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-18 du code de l'environnement**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L.122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00340, déposée par M le président du Syndicat pour la station d'épuration de Givors (SYSEG) le 23 février 2017, relative au plan de zonage des eaux usées et des eaux pluviales sur la commune de Loire-sur-Rhône (69) ;

Vu les contributions de la direction départementale des territoires du Rhône et du parc naturel régional du Pilat du 30 mars 2017 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 03 mars 2017 ;

**Considérant** que le plan de zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sera annexé au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Loire-sur-Rhône en cours de révision, par ailleurs dispensé d'évaluation environnementale par décision de l'autorité environnementale n°2016-ARA-DUPP-00251 du 6 février 2017 ;

**Considérant**, que le plan de zonage d'assainissement des eaux usées a été réalisé dans le cadre du schéma directeur du système d'assainissement du Syndicat pour la station d'épuration de Givors (SYSEG) et qu'en ce qui concerne l'accroissement progressif du réseau d'assainissement collectif, celui-ci doit être compatible avec les objectifs de production de logements prévus dans le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) des Rives du Rhône dont dépend la commune de Loire-sur-Rhône ;

**Considérant** que le zonage des eaux pluviales est issu d'une étude de gestion des eaux pluviales, réalisée en 2016 sur le territoire de la commune ; que les zones à urbaniser du PLU seront équipées d'ouvrages de gestion des eaux pluviales et qu'elles pourront supporter une imperméabilisation des sols ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Loire-sur-Rhône n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale.

## DÉCIDE :

### Article 1<sup>er</sup>

Sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de **zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune de Loire-sur-Rhône**, objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00340, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### Article 2

La présente décision ne dispense pas des autorisations, procédures, dispositions législatives et réglementaires et avis auxquels cette procédure peut être soumise par ailleurs.

### Article 3

En application de l'article R122-18 du code de l'environnement, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes,  
par délégation,



Pascale HUMBERT

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
siège de Clermont-Ferrand  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand  
6 cours Sablon  
CS 90129  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1